



Séance du 28 mai 2019

AVIS BUDGETAIRE n° 2019-0001

Article L. 1612-2 du CGCT

**BUDGETS PRIMITIFS (Principal et annexe) 2019
de la commune de FANGATAU**

La Chambre territoriale des comptes de la Polynésie française :

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1811-1, L. 1872-1, L. 1612-2 et L. 1612-19, R.2311-11, R.2311-12 et D.2573-29 ;

VU le code des juridictions financières, notamment son article L.273-5 ;

VU les lois et règlements relatifs aux budgets des communes et services publics locaux ;

VU la lettre du maire de Fangatau du 4 avril 2019 informant le Haut-commissaire de la République en Polynésie française, de son impossibilité de réunir le conseil municipal ;

VU la lettre du 6 mai 2019, enregistrée le même jour sous le numéro 2019-090 au greffe de la Chambre, par laquelle le représentant de l'État a saisi la juridiction financière en application de l'article L.1612-2 du code général des collectivités territoriales, au motif que les budgets primitifs 2019 de la commune de Fangatau, budget principal et budget annexe de l'électricité n'ont pas été adoptés avant le 31 mars 2019 ;

VU la lettre du président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française en date du 9 mai 2019, informant le maire de Fangatau de la saisine susvisée et de la date limite à laquelle pouvaient être présentées ses observations, soit oralement, soit par écrit ;

VU l'ensemble des pièces du dossier ;

Entendue Mme Mareta MAPU, maire de la commune de Fangatau, par le rapporteur le 14 mai 2019 ;

Sur le rapport de M. Pascal DOISNE ;

VU les conclusions de M. Philippe BELLOCQ, procureur financier ;

Après avoir entendu le rapporteur en son rapport et le Ministère public en ses conclusions ;

1) SUR LA RECEVABILITE DE LA SAISINE

Considérant que la commune de Fangatau est soumise aux dispositions de la première partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire ;

Considérant que, par lettre du 6 mai 2019, enregistrée le même jour, le secrétaire général du Haut-commissariat, agissant par délégation du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française, a saisi la chambre territoriale des comptes au titre de l'article L.1612-2 du code général des collectivités territoriales, en raison du défaut d'adoption du budget primitif 2019 de la commune de Fangatau, avant le terme légal, s'agissant du budget principal et du budget annexe de l'électricité ; que le maire de la commune confirme dans son courrier du 4 avril 2019, son impossibilité de réunir le conseil municipal ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.1612-2 du code général des collectivités territoriales, *« si le budget n'est pas adopté avant le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique, ou avant le 15 avril de l'année du renouvellement des organes délibérants, le haut-commissaire de la République en Polynésie française saisit sans délai la chambre territoriale des comptes qui, dans le mois, et par un avis public, formule des propositions pour le règlement du budget. Le haut-commissaire de la République en Polynésie française règle le budget et le rend exécutoire. Si le haut-commissaire de la République en Polynésie française s'écarte des propositions de la chambre territoriale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite. A compter de la saisine de la chambre territoriale des comptes et jusqu'au règlement du budget par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, l'organe délibérant ne peut adopter de délibération sur le budget de l'exercice en cours »* ;

Considérant dès lors, que c'est à bon droit que le secrétaire général du Haut-commissariat a saisi la chambre au titre de l'article L. 1612-2 précité ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.1612-16 du code général des collectivités territoriales, le haut-commissaire doit produire, à l'appui de sa saisine, *« l'ensemble des informations et documents visés aux articles D.1612-1 à D. 1612-7, indispensables à l'établissement du budget, ainsi que les pièces établissant que ces informations et documents ont été communiqués à la collectivité (...). L'ensemble des budgets et décisions budgétaires afférents à l'exercice précédent sont également joints à la saisine »* ;

Considérant que tous les documents nécessaires ont été produits à l'appui de la saisine ;

Considérant que la saisine susvisée est complète ; qu'il y a lieu de la déclarer recevable et que le délai d'un mois imparti à la chambre par l'article L.1612-2 du code général des collectivités territoriales court à compter du 6 mai 2019 ;

2) SUR L'AFFECTATION DES RESULTATS ANTERIEURS

Les propositions d'affectation des résultats de clôture 2018 du budget principal et du budget de l'électricité n'ont pas été adoptées. Ces résultats ont donc vocation à être affectés au budget 2019 de la commune par la chambre, dans le respect des dispositions des articles R.2311-11 et R.2322-12 du code général des collectivités territoriales ;

A défaut de compte administratif adopté, les projets de l'ordonnateur ainsi que les comptes de gestion 2018 produits par le comptable ont été examinés par la Chambre, s'agissant du budget principal et du budget annexe l'électricité ;

Les résultats de clôture figurant au compte de gestion 2018 sont les suivants :

Budget Principal	Résultat de clôture de 2018
Section d'investissement	+ 17 425 839
Section de fonctionnement	+ 67 326 677

Budget Annexe	Résultat de l'exercice
Section d'investissement	- 129 881
Section de fonctionnement	+ 9 201 887

Les restes à réaliser ont été et peuvent être arrêtés comme suit :

Sur les restes à réaliser en dépenses d'investissement – budget principal (projet de CA 2018)

Les restes à réaliser en dépenses d'investissement sont ramenés à 16 970 204 F CFP, soit :

- Opération d'équipements non individualisées pour 42 704 F CFP ;
- Opération de remise en conformité de la cantine pour 6 916 616 F CFP ;
- Acquisition de deux chargeurs excavateurs pour 7 000 000 F CFP ;
- Panneaux solaires AEP pour 2 500 000 F CFP ;
- Projet AEP, pour 510 884 F CFP, correspondant à une facture à payer, au lieu de 1 021 768 F CFP.

Sur les restes à réaliser en recettes d'investissement – budget principal (projet de CA 2018)

Les restes à réaliser en recettes d'investissement pour le budget principal sont arrêtés à 4 725 949 F CFP, ce qui correspond au projet de mise en conformité de la cantine pour le même montant.

Sur les restes à réaliser en dépenses d'investissement – budget annexe (projet de CA 2018)

L'ensemble des restes à réaliser en dépenses d'investissement pour le budget annexe correspondent à la remise aux normes de la centrale de Fakahina, commune associée de la commune de Fangatau, soit 1 500 000 F CFP, ainsi que 612 724 F CFP au c/2158 au vu des justificatifs apportés relatifs à l'achat de compteurs, soit un total de 2 112 724 F CFP.

Détermination des résultats de clôture

Les résultats de clôture se présentent dès lors comme suit :

Budget principal

résultat de fonctionnement 2018	résultat antérieur reporté	résultat à affecter (1)	solde d'exécution d'investissement (2)	restes à réaliser (3)	excédent ou déficit = (2) + (3)	affectation au c/1068 (4)	report en fonctionnement = (1) - (4)
28 972 282	38 354 395	67 326 677	4 881 978	-12 244 255	-7 362 277	7 362 277	59 964 400

En ce qui concerne le budget principal, le résultat de fonctionnement doit être affecté à hauteur de 7 362 277 F CFP au compte 1068 afin de couvrir le déficit d'investissement. Le surplus, soit 59 964 400 F CFP, est reporté à la ligne R002.

Budget annexe:

résultat de fonctionnement 2018	résultat antérieur reporté	résultat à affecter (1)	solde d'exécution d'investissement (2)	restes à réaliser (3)	excédent ou déficit = (2) + (3)	affectation au c/1068 (4)	report en fonctionnement = (1) - (4)
-338 162	9 540 049	9 201 887	2 121 451	-2 112 724	8 727	0	9 201 887

En ce qui concerne le budget annexe de l'électricité, le résultat de fonctionnement doit être affecté en totalité à hauteur de 9 201 887 F CFP à la ligne R 002.

3) SUR LES PROPOSITIONS DE REGLEMENT DU BUDGET POUR 2019

Le maire de la commune de Fangatau n'a pas été en mesure de réunir le conseil municipal, et n'a donc pas pu présenter de projet pour le budget principal et pour le budget annexe de l'électricité ;

La chambre territoriale des comptes n'a pas vocation à se substituer au conseil municipal pour des opérations nouvelles : en l'absence de budget exécutoire, il lui appartient de formuler des propositions permettant le fonctionnement normal des services de la commune, le paiement des dépenses obligatoires, la poursuite des opérations engagées et la réalisation de celles qui ont donné lieu à une décision de principe ou qui présentent un caractère indispensable et urgent ;

Dès qu'il aura retrouvé sa capacité à délibérer en matière budgétaire, le conseil municipal pourra compléter ou adapter les inscriptions budgétaires aux options de gestion qu'il aura arrêtées ;

Le budget de la commune est habituellement voté par chapitre, conformément aux dispositions de l'article L.2312-2 du code général des collectivités territoriales ; par conséquent, les crédits sont déterminés, dans les propositions qui vont suivre, au niveau du chapitre tel que défini par l'instruction comptable M 14 ; les éléments portés au niveau des articles sont indicatifs ;

Le défaut d'adoption du budget trouve son origine dans des motifs extérieurs à la situation financière de la collectivité ; le projet de budget établi par le maire peut donc valablement servir de base aux propositions de la chambre après examen de la sincérité de l'évaluation des recettes et des dépenses, de l'état de consommation des crédits et de la comptabilité des engagements, sous réserve de l'exhaustivité des données recueillies ;

3-1 Sur le budget annexe de l'électricité

Section d'investissement

Les montants figurant en dépenses d'investissement au projet de budget ont été repris pour 13 105 931 F CFP dès lors qu'ils sont justifiés par des pièces probantes, ou bien qu'ils correspondent à des travaux urgents ou touchant à la sécurité des biens et des personnes.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT								
Chap/ art	Libellé	CA 2017	CA 2017 RAR 2017 à 2018	CA 2018	CA 2018: RAR 2018 à 2019	Projet BP maire	RAR 2018 corrigé CTC	Proposition CTC
20	Immo incorporelles			-				0
2051	Logiciels, licences			-	-	-	-	0
21	Immo corporelles	2 251 332	-	1 629 881	612 724	9 012 724	612 724	8 510 026
21534	Réseau électrification	1 571 384		547 580	-	2 012 724	-	1 000 000
2158	Autres installation matériel	679 948		1 082 301	612 724	1 000 000	612 724	18 026
2188	Autres immo corp			-	-	6 000 000	-	7 492 000
OPERATIONS D'EQUIPEMENT		2 251 332	-	1 629 881	612 724	9 012 724	612 724	8 510 026
1701	2031 - Mise aux normes centrale		1 500 000	-	1 500 000	1 300 000	1 500 000	2 353 300
1701	21534 - réseaux					5 700 000	-	-
TOTAL DES DEPENSES REELLES		2 251 332	1 500 000	1 629 881	2 112 724	16 012 724	2 112 724	10 863 326
040	op.ordre de transfert entre section							-
CHARGES TRANSFERES								-
041	op.patrimoniales							-
TOTAL DES DEP D'ORDRE								-
TOTAL DES DEPENSES INVESTISSEMENT		2 251 332	1 500 000	1 629 881	2 112 724	16 012 724	2 112 724	10 863 326
D001	Déficit N-1	4 222 987		2 251 332	-	129 881	-	129 881
Total dépenses d'investissement		6 474 319	1 500 000	3 881 213	2 112 724	16 142 605	2 112 724	10 993 207
RAR dépenses		1 500 000		2 112 724		2 112 724	-	2 112 724
Total dépenses d'investissement cumulées		7 974 319		5 993 937	2 112 724	18 255 329	2 112 724	13 105 931

Les montants figurant en recettes d'investissement au projet de budget faisaient injustement apparaître un excédent de fonctionnement (c/1068), supprimé au regard des règles applicables en matière de l'affectation des résultats ; le virement de la section de fonctionnement a été ramené de 13 900 000 F CFP à 13 105 931 F CFP, afin d'équilibrer cette section.

RECETTES D INVESTISSEMENT								
Chap/art	Libellé	CA 2017	CA 2017 RAR 2017 à 2018	CA 2018	CA 2018: RAR 2018 à 2019	Projet BP maire	RAR 2018 corrigé CTC	Proposition CTC
13	subvention d'invest	-	-	-			-	-
1322	Territoire							-
TOTAL RECETTES EQUIPEMENT								
10	Dotation fonds divers	4 222 987	-	3 751 332	-	2 242 605	-	-
1068	excédent de fonctionnement	4 222 987		3 751 332	-	2 242 605		-
TOTAL RECETTES FINANCIERES								
		4 222 987	-	3 751 332	-	2 242 605	-	-
TOTAL RECETTES REELLES								
		4 222 987	-	3 751 332	-	2 242 605	-	-
021	Virement section de fonctionnement		-	-		13 900 000		13 105 931
TOTAL RECETTES ORDRE								
		-	-	-	-	13 900 000	-	13 105 931
TOTAL RECETTES INVEST								
		4 222 987	-	3 751 332	-	16 142 605	-	13 105 931

Section de fonctionnement

Les montants figurant en dépenses de fonctionnement au projet de budget annexe ont été repris au chapitre 012. Le chapitre 011 doit être réduit de 8 069 282 F CFP à 6 865 000 F CFP, compte tenu des consommations observées depuis janvier 2019, ainsi que des montants mandatés en 2017 et en 2018.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - BA							
Chap/art	Libellé	CA 2016	Proposition BP 2017 du maire	CA 2017	compte gestion 2018	Projet BP 2019 du maire	Projet CTC 2019
011	Charges de gestion générale	5 622 434	9 170 342	5 619 069	5 159 794	8 069 282	6 865 000
60622	carburant	3 459 791	5 000 000	3 802 889	2 834 485	5 000 000	3 500 000
60628	autres four.non stockées	183 883	500 000	476 620	184 694	549 282	2 000 000
60632	Four. Petit équipement		300 000	-	-	100 000	100 000
60636	Vêtements de travail		100 000	29 000	102 625	100 000	100 000
6064	Four.adm		25 000	7 289	4 738	10 000	10 000
6071	Compteurs		400 000		-	-	-
61523	Voies et réseaux				-	3 000 000	-
61558	Autres biens mobiliers	14 889	20 000	9 500	-	10 000	5 000
6156	Maintenance	1 754 270	2 400 342	1 145 364	1 897 910	2 000 000	1 000 000
6236	catalogues	-	25 000	23 400	48 600	50 000	50 000
6241	transports biens	209 601	400 000	125 007	86 742	250 000	100 000
012	Charges de personnel	7 064 701	8 000 000	7 942 122	8 521 822	8 800 000	9 000 000
6215	personnel affecté	7 064 701	8 000 000	7 942 122	8 521 822	8 800 000	9 000 000
014	Atténuation de produits		-				
65	Autres charges		-				
TOTAL DES DEPENSES FONCTIONNEMENT		12 687 135	17 170 342	13 561 191	13 681 616	16 869 282	15 865 000
66	Charges financières	-	-				
67	charges except.	-	2 861 992	2 711 992	28 851	200 000	200 000
673	titres annulés	-	150 000		28 851	200 000	200 000
678	Autres	-	2 711 992	2 711 992	-	-	-
68	dotations amort.prov	35 867	40 000	-		-	
6817	dotations dépréciation	35 867	40 000	-	-	-	
22	dépenses imprévues	-	-				
TOTAL OPERATIONS REELLES		12 723 002	20 072 334	16 273 183	13 710 467	17 069 282	16 065 000
023	virement section d'invest	-	3 411 660	-	-	13 900 000	13 105 931
042	op.ordre entre sections	-	-	-	-	13 900 000	13 105 931
TOTAL PRELEV POUR SECTION INVEST		-	3 411 660	-	-	13 900 000	13 105 931
043	op.ordre section fonct.	-	0				
TOTAL OPERATION ORDRE		-	3 411 660	-	-	13 900 000	13 105 931
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		12 723 002	23 483 994	16 273 183	13 710 467	30 969 282	29 170 931
D002 Résultat reporté ou anticipé			0				
TOTAL DES DEPENSES FONCTIONNEMENT CUMULEES		12 723 002	23 483 994	16 273 183	13 710 467	30 969 282	29 170 931

En recettes, la subvention nécessaire à équilibrer le budget annexe est ramenée à 12 734 044 F CFP, au lieu de 20 MF CFP.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT - BA							
Chap/art	Libellé	CA 2016	Proposition BP 2017 du maire	CA 2017	compte gestion 2018	Projet BP 2019 du maire	Projet CTC 2019
70	PRODUITS DES SERVICES	2 585 205	6 120 000	7 474 564	7 053 420	7 010 000	7 235 000
7014	redevances électricité	2 510 381	6 000 000	7 244 940	6 821 258	6 800 000	7 000 000
704	travaux	9 524	50 000	9 424	19 762	10 000	15 000
70682	location compteurs	65 300	70 000	220 200	212 400	200 000	220 000
73	IMPOTS ET TAXES		-				
74	dotations et participations	8 403 387	13 592 642	18 380 308	6 299 370	20 000 000	12 734 044
74748	subvention du BP	8 403 387	13 592 642	18 380 308	6 299 370	20 000 000	12 734 044
75	autres produits de gestion courante	-	-				
TOTAL RECETTES FONCT		10 988 592	19 712 642	25 854 872	13 352 790	27 010 000	19 969 044
76	produits financiers	-	-				
77	produits exceptionnels	138 476	150 000	-	19 515	-	-
773	annulation de mandats				19 515	-	
7788	produits excep. Divers	138 476	150 000		-	-	
78	reprises sur provisions	-	-		-	-	
TOTAL RECETTES REELLES		11 127 068	19 862 642	25 854 872	13 372 305	27 010 000	19 969 044
042	op.ordre entre sections	-	-	-		-	
043	op/ordre à l'intérieur section. Fonct.	-	-	-		-	
TOTAL RECETTES D'ORDRE		-	-	-		-	
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		11 127 068	19 862 642	25 854 872	13 372 305	27 010 000	19 969 044
R002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			3 621 352	3 709 692	-	6 959 282	9 201 887
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			23 483 994	29 564 564	13 372 305	33 969 282	29 170 931

La section est ainsi équilibrée à hauteur de 29 170 931 F CFP.

3-2 Sur le budget principal

Section d'investissement

Les montants figurant en dépenses d'investissement au projet de budget ont été repris dès lors qu'ils sont justifiés par des pièces probantes, ou bien qu'ils correspondent à des travaux urgents ou vitaux. Le chapitre 21 est contracté de 5 MF CFP à 3,6 MF CFP, en l'absence de justificatifs portant sur certains projets. Pour les mêmes raisons, les opérations d'équipements identifiées sont diminuées de 37 130 000 à 24 677 418 F CFP. Face à de nombreuses incertitudes, le c/020 dépenses imprévues a été porté à 2 MF CFP, montant inférieur à 7,5% des dépenses réelles hors RAR.

En ce qui concerne les recettes, la subvention affectée est portée à 6 751 356 F CFP, soit un surplus de 2 025 407 F CFP par rapport au RAR d'un montant de 4 725 949 F CFP. Le c/021 virement de la section de fonctionnement est réduit de 25 200 772 à 8 175 571 F CFP pour ajuster les recettes aux dépenses.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT								
Chap/art	Libellé	CA 2017	CA 2017: RAR 2017 à 2018	CA 2018	CA 2018: RAR 2018 à 2019	Projet BP 2019 du maire	RAR corrigés CTC	Projet CTC
010	Stocks	-	-	-	-	-	-	-
20	Immo incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
2033	Frais insertion	-	-	-	-	-	-	-
2051	concessions et droits	-	-	-	-	-	-	-
21	Immo corporelles	1 101 162	307 460	3 803 492	42 704	5 000 000	42 704	3 600 000
2158	autres installations	-	-	469 020	-	500 000	-	-
2182	matériel de transport	-	-	-	-	-	-	-
2183	matériel de bureau	998 145	108 212	1 117 696	-	2 000 000	-	2 000 000
2184	Mobilier	58 900	-	197 100	-	500 000	-	500 000
2188	Autres immo corporelles	44 117	199 248	2 019 676	42 704	2 000 000	42 704	1 100 000
22	Immo reçues affectation	-	-	-	-	-	-	-
23	Immo en cours	-	-	-	-	-	-	-
OPERATIONS D'EQUIPEMENT		16 868 649	20 116 616	3 688 800	17 438 384	37 130 000	16 927 500	24 677 418
162	remise en conformité cantine FKN	243 384	6 916 616	-	6 916 616	8 800 000	6 916 616	190 074
1701	Chargeurs excavateurs	-	7 000 000	-	7 000 000	24 530 000	7 000 000	20 687 344
1702	panneaux salaires AEP	-	2 500 000	-	2 500 000	-	2 500 000	-
1703	4 cubitainers 1000l	-	3 700 000	3 688 800	-	-	-	-
181	Ateliers (garages) communaux	-	-	-	-	-	-	-
2010211	gestion déchets FKN	-	-	-	-	-	-	-
2011501	AEP	16 625 265	-	-	1 021 768	-	510 884	-
1901	acquisition démonte pneus	-	-	-	-	3 800 000	-	3 800 000
AUTRES		-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT		17 969 811	20 424 076	7 492 292	17 481 088	42 130 000	16 970 204	28 277 418
020	Dépenses imprévues	-	-	-	-	-	-	2 000 000
040	Total des dépenses financières	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DEPENSES REELLES		17 969 811	20 424 076	7 492 292	17 481 088	42 130 000	16 970 204	30 277 418
040	op.ordre de transfert entre section	-	-	-	-	-	-	-
CHARGES TRANSFERES		-	-	-	-	-	-	-
2313	constructions	3 555 137	-	60 126	-	-	-	-
TOTAL DES DEP D'ORDRE		3 555 137	-	60 126	-	-	-	-
TOTAL DES DEPENSES INVESTISSEMENT		21 524 948	20 424 076	7 552 418	17 481 088	42 130 000	16 970 204	30 277 418
Total des RAR dépenses		-	-	-	-	17 481 088	-	16 970 204
D001		13 280 222	-	-	-	-	-	0
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT		34 805 170	20 424 076	7 552 418	17 481 088	59 611 088	16 970 204	47 247 622

RECETTES D'INVESTISSEMENT								
Chap/art	Libellé	CA 2017	CA 2017: RAR 2017 à 2018	CA 2018	CA 2018: RAR 2018 à 2019	Projet BP 2019 du maire	RAR corrigés CTC	Projet CTC
13	subvention d'invest	39 033 178	9 696 891	5 056 947	4 725 949	4 725 949	4 725 949	2 025 407
1321	Etat	2 478 281	2 065 728	2 065 728	-	-	-	-
1322	Territoire	1 335 777	2 905 214	2 991 219	-	-	-	-
1347	FIP dotation affectée	35 219 120	4 725 949	-	4 725 949	4 725 949	4 725 949	2 025 407
TOTAL RECETTES EQUIPEMENT		39 033 178	9 696 891	5 056 947	4 725 949	4 725 949	4 725 949	2 025 407
10	Dotation fonds divers	8 315 853	-	7 377 449	-	7 532 579	-	14 894 856
10221	FIP dotation non affectée invest	6 967 631	-	7 377 449	-	7 532 579	-	7 532 579
1068	excédent de fonctionnement	1 348 222	-	-	-	-	-	7 362 277
TOTAL RECETTES FINANCIERES		8 315 853	-	7 377 449	-	7 532 579	-	14 894 856
TOTAL RECETTES REELLES		47 349 031	9 696 891	12 434 396	4 725 949	12 258 528	4 725 949	16 920 263
021	Virement section de fonctionnement	-	-	-	-	25 200 772	-	8 175 571
TOTAL RECETTES ORDRE		-	-	-	-	25 200 772	-	8 175 571
TOTAL RECETTES INVEST		47 349 031	9 696 891	12 434 396	4 725 949	37 459 300	4 725 949	25 095 834
Total RAR		-	-	-	-	4 725 949	4 725 949	4 725 949
R001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		-	-	-	-	17 425 839	-	17 425 839
Total recette investissement		47 349 031	9 696 891	12 434 396	4 725 949	59 611 088	4 725 949	47 247 622

Section de fonctionnement

Les montants figurant en dépenses de fonctionnement au projet de budget ont été repris pour l'essentiel au chapitre 012. Les autres chapitres ont été modifiés. Le chapitre 011 a été ramené à 15 780 000 F CFP, et le chapitre 014 a été diminué à hauteur de 22 472 885 F CFP. Par ailleurs, le montant figurant au chapitre 023 pour 25 200 772 F CFP a été abaissé à 8 175 571 F CFP.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - BUDGET PRINCIPAL								
Chap/art	Libellé	CA 2016	Projet BP 2017 du maire	Crédits ouverts 2017	CA 2017	compte gestion 2018	Projet BP 2019 du maire	Projet CTC 2019
011	Charges de gestion générale	15 605 078	27 414 454	24 462 080	13 534 129	9 548 856	19 070 000	15 780 000
60621	combustibles	-	150 000	150 000	17 934	-	80 000	20 000
60622	carburant	76 318	1 500 000	2 070 080	1 029 318	-	2 100 000	500 000
60623	alimentation	509 699	1 000 000	600 000	288 498	482 294	1 200 000	1 200 000
60628	autres four.non stockées	3 236 156	7 400 000	7 400 000	2 430 849	1 595 743	3 000 000	3 000 000
60631	Fournitures entretien	75 883	300 000	650 000	193 460	185 669	300 000	200 000
60632	Four. Petit équipement	842 119	2 500 000	2 000 000	332 478	1 754 322	2 300 000	1 800 000
60636	Vêtements de travail	286 083	500 000	500 000	430 024	95 208	300 000	300 000
6064	Four.adm	384 168	400 000	500 000	441 073	524 858	550 000	530 000
6067	four.scolaires	78 240	500 000	500 000	375 475	164 716	700 000	500 000
61551	Matériel roulant	328 382	1 200 000	700 000	307 365	12 071	500 000	200 000
61558	Autres biens mobiliers	215 014	250 000	250 000	13 560	51 944	200 000	50 000
6161	assurance	1 202 030	1 300 000	1 300 000	1 141 108	1 164 019	1 300 000	1 300 000
6182	documentation	-	50 000	50 000	-	-	-	-
6225	indemnités au comptable public	-	220 000	220 000	101 988	51 413	70 000	100 000
6232	fêtes et cérémonies	582 327	1 000 000	700 000	451 510	812 159	1 200 000	700 000
6236	catalogues	83 987	100 000	100 000	61 387	120 176	100 000	100 000
6241	transports biens	828 922	3 800 000	1 000 000	550 421	586 866	1 000 000	600 000
6247	transports collectifs	4 557 857	3 000 000	3 000 000	3 172 050	34 900	2 000 000	2 200 000
6251	voyages	141 130	200 000	150 000	-	82 833	100 000	50 000
6261	frais affranchissements	14 110	20 000	120 000	38 385	112 780	120 000	100 000
6262	télécommunication	2 162 653	2 024 454	2 200 000	2 157 246	1 391 059	1 700 000	2 000 000
6288	autre services extérieurs	-	-	-	-	24 295	-	30 000
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	302 000	0	301 531	250 000	300 000
012	Charges de personnel	55 918 611	70 900 000	70 900 000	59 050 787	52 847 727	61 040 000	61 200 000
6336	cotisation CGF	943 525	1 870 000	1 870 000	877 569	932 219	1 140 000	1 100 000
64111	rémunération permanent	37 244 199	42 000 000	42 000 000	39 963 463	40 106 841	43 300 000	43 500 000
64131	remunération temporaires	5 589 251	9 400 000	9 400 000	2 354 586	225 338	2 500 000	2 400 000
6451	cotisation CPS	12 141 636	17 430 000	17 430 000	15 855 169	11 583 329	13 900 000	14 000 000
6475	médecine travail	-	200 000	200 000	-	-	200 000	200 000
014	Atténuation de produits							
65	Autres charges	16 282 496	22 702 642	27 630 308	26 440 630	16 719 951	31 050 000	22 472 885
6531	indemnités	2 873 733	3 000 000	3 000 000	2 887 728	2 863 044	3 000 000	3 000 000
6532	frais des mission	659 195	1 000 000	700 000	-	2 189 000	2 200 000	1 100 000
6533	cotisation retraite	110 393	250 000	250 000	109 524	112 776	150 000	150 000
6554	contribution org. Regroup.	4 235 788	4 860 000	5 300 000	5 063 070	5 255 761	5 700 000	5 488 841
657364	subv. EPIC	8 403 387	13 592 642	18 380 308	18 380 308	6 299 370	20 000 000	12 734 044
	TOTAL GESTION DES SERVICES	87 806 185	121 017 096	122 992 388	99 025 546	79 116 534	111 160 000	99 452 885
66	Charges financières	-	-	-	-	-	-	-
67	charges except.	-	50 000	-	-	-	100 000	100 000
673	titres annulés	-	50 000	-	-	-	100 000	100 000
68	dotations amort.prov	1 285 318	1 285 318	1 300 000	-	-	-	-
6817	dotations dépréciation	1 285 318	1 285 318	1 300 000	-	-	-	-
22	dépenses imprévues	-	0	4 200 000	-	0	-	8 500 000
	TOTAL OPERATIONS REELLES	89 091 503	122 352 414	128 492 388	99 025 546	79 116 534	111 260 000	108 052 885
023	virement section d'invest	-	25 900 000	21 979 973	-	-	25 200 772	8 175 571
042	op.ordre entre sections	-	0	-	-	-	-	0
	TOTAL PRELEV POUR SECTION INVEST	-	25 900 000	21 979 973	-	-	25 200 772	8 175 571
043	op.ordre section fonct.	-	0	-	-	0	0	0
	TOTAL OPERATION ORDRE	-	0	-	-	-	-	-
	TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT EX	89 091 503	148 252 414	150 472 361	99 025 546	79 116 534	136 460 772	116 228 456

Les montants figurant en recettes de fonctionnement ont en partie été repris, selon le tableau ci-après.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT - BUDGET PRINCIPAL								
Chap/art	Libellé	2016	Projet BP 2017 du maire	BUDGET 2017	CA 2017	compte gestion 2018	Projet BP 2019 du maire	Projet CTC 2018
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	-	100 000	135 000	66 928	333 191	100 000	220 000
6419	Remboursement rémunération due	-	100 000	100 000	36 086	333 191	50 000	200 000
6459	Remboursement sur charges de Sécu			35 000	30 842	-	50 000	20 000
70	PRODUITS DES SERVICES	12 617 288	11 335 000	10 355 000	10 234 786	9 420 522	9 600 000	9 800 000
7013	Ventes	-	50 000	50 000		-	-	-
704	travaux	111 000	100 000	135 000	147 000	121 000	100 000	150 000
7067	redevances et droits	-	10 000	10 000		-	-	-
70688	autres prestations	174 800	150 000	450 000	460 250	342 100	300 000	400 000
7083	locations	5 240 050	3 000 000	500 000	437 200	435 600	400 000	450 000
70841	BA, régies	7 064 701	8 000 000	8 000 000	7 942 122	8 521 822	8 800 000	8 800 000
70878	Participations autres redevables	26 737	25 000	1 210 000	1 248 214	-	-	-
73	IMPOTS ET TAXES	157 617	150 000	150 000	144 254	163 943	140 000	160 000
7381	cts additionnels sur imposition	157 617	150 000	150 000	144 254	163 943	140 000	160 000
74	dotations et participations	90 281 463	90 363 994	92 831 656	92 886 911		98 861 759	99 209 842
7411	dotations forfaitaires	26 435 561	26 435 561	26 435 561	26 435 561	26 404 773	26 289 379	26 404 776
74128	dotations aménagements	26 367 780	26 367 780	28 827 446	28 827 446	30 874 224	31 979 714	32 158 800
742	dotations aux élus locaux	345 465	345 465	353 461	353 461	354 654	350 000	363 600
7471	dotation Etat			-	55 255	27 294	10 000	50 000
748811	dotation non affectée de fonctionnement	37 132 657	37 215 188	37 215 188	37 215 188	39 404 089	40 232 666	40 232 666
75	autres produits de gestion courante	475 500	450 000	1 150 000	1 260 000	1 032 000	1 000 000	1 200 000
752	revenus des immeubles	475 500	450 000	1 150 000	1 260 000	1 032 000	1 000 000	1 200 000
	TOTAL RECETTES DE GESTION	103 531 868	102 398 994	104 621 656	104 592 879	10 949 656	109 701 759	110 589 842
76	produits financiers	-	-	-	-	-	-	-
77	produits exceptionnels	365 719	325 000	325 000	6 220	14 000	50 000	50 000
7711	dépôts et pénalités perçues	53 780	25 000	25 000	6 220	-	-	-
773	annulation de titres				-	14 000	50 000	50 000
7788	produits excep. Divers	311 939	300 000	300 000	-	-	-	-
78	reprises sur provisions	-	-	-	-	-	-	-
79	transferts de charges	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL RECETTES REELLES	103 897 587	102 723 994	104 946 656	104 599 099	10 963 656	109 751 759	110 639 842
042	op.ordre entre sections	4 417 046	17 150 000	16 300 000	3 555 137	-	-	-
722	immobilisations corporelles	4 417 046	17 150 000	16 300 000	3 555 137	-	-	-
043	op/ordre à l'intérieur section. Fonct.	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	4 417 046	17 150 000	16 300 000	3 555 137	-	-	-
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	108 314 633	119 873 994	121 246 656	108 154 236	10 963 656	109 751 759	110 639 842
R002	Résultat reporté			29 225 705		-	67 326 677	59 964 400
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			150 472 361	108 154 236	10 963 656	177 078 436	170 604 242

Dès lors, la section de fonctionnement est en suréquilibre de 54 375 786 F CFP, sans être pour autant en déséquilibre en application des articles L.1612-4 et L.1612-7 du code général des collectivités territoriales.

PAR CES MOTIFS :

- 1) **Déclare** recevable au 6 mai 2019 la saisine du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française ;
- 2) **Propose** au Haut-commissaire de régler les budgets primitifs de la commune de Fangatau conformément aux tableaux ci-dessus, s'agissant du budget principal et du budget annexe de l'électricité ;
- 3) **Dit** que le présent avis sera notifié au Haut-commissaire de la République en Polynésie française et au maire de Fangatau, et qu'une copie en sera adressée au Directeur local des finances publiques de la Polynésie française ;
- 4) **Rappelle** que le conseil municipal doit être tenu informé, dès sa plus proche réunion, du présent avis, conformément aux dispositions de l'article L.1612-19 susvisé du code général des collectivités territoriales.

Ont délibéré :

M. Jean LACHKAR, président, M. Hervé BOURNOVILLE, premier conseiller, et M. Pascal DOISNE, premier conseiller-rapporteur.

Fait à Papeete, le 28 mai 2019.

Le premier conseiller-rapporteur



Pascal DOISNE

Le président



Jean LACHKAR